

**CTPS du 10 juillet 2007**

**DECLARATION CFDT**

Monsieur le Président,

A quelques jours près, cela fait 6 mois que « la DDE de demain » est mise en place. C'est dire si elle est loin d'avoir donné toute sa mesure !

Elle a pourtant nécessité 2 ans de réflexions en groupes de travail, groupes-chantiers, séminaires, comités de pilotage, comités de suivi, réunions de concertations.

Elle a engendré pas mal de remise en question de la part des agents, sur leurs missions, leur carrière, leur cadre de vie, leur vie familiale, et pour certains : leur budget.

Beaucoup l'ont vécu comme une expérience traumatisante. Tous l'ont mal vécu parce qu'elle a entraîné des incertitudes sur de longs mois.

Cependant, depuis 6 mois, les agents essayent d'avancer, de s'adapter, de se repositionner, de déménager, de re-déménager, de réaménager, de se former ( !!! ), de s'investir pour certains ... mais que constatons-nous ? :

Qu'il y a un malaise.

Beaucoup nous disent leur mal être, leurs difficultés. Vous avez déjà été alerté sur les problèmes récurrents de l'ADS dans les UTA. Les problèmes ne semblent toujours pas résolus !

Des "actions ADS" (pétitions, courriers au préfet, courriers à l'ensemble des élus, courriers à la DGPA, à la DGUHC, ...) ont été menées dans le 31, dans le 10, le 14, le 66, le 85, etc, ... faut-il que nous en arrivions là ?

Nous constatons que les grands décideurs de la DGUHC dorment bien sur leurs 2 oreilles ! Nous espérons que vous leur faites remonter les problèmes et pourquoi pas des propositions sur une meilleure reconnaissance des catégories C qui sont largement exposées dans ce domaine.

Nous sentons des agents démotivés, désabusés, sinon « écoeurés » (leur seule perspective pour la plupart se résume à une retraite rapide).

Beaucoup nous disent leur désarroi face à l'incertitude de la pérennité de leur mission - quelquefois choisie 6 mois plutôt- ou carrément de leur poste !

Au bout de 6 mois, certains bureaux ne sont pas encore constitués « physiquement » - des déménagements restant à faire.

Des travaux sont toujours en cours dans la DDE, même si certains participeront, peut-être, à un meilleur confort pour les agents.

Les couloirs ressemblent au grand déballage d'Emmaüs.

Les UTA ont des problèmes d'étanchéité. Tout le monde a l'impression que les locaux provisoires sont devenus définitifs. Peut être pourrez-vous nous en dire 2 mots.

Les liaisons téléphoniques, pour certains, relèvent du « n'importe quoi » !

Nous vous avons alerté sur ce vécu des agents. Peut-être est-ce pour cela que vous avez entrepris une « tournée » des services, que nous avons approuvée dans la mesure où vous vous mettiez en position d'écoute des agents.

Malheureusement, les premiers retours ne sont pas à la mesure de notre attente et surtout de celle des agents.

Les agents n'osent plus poser de questions. Quand ils en posent, on leur retourne la question ! ou bien la réponse est déstabilisante. Au problème de dossiers en retard à traiter il est rétorqué : « vous ne savez pas vous organiser ! ». Mais on attend encore le modèle d'organisation en question !

Les agents ADS expriment leur angoisse de voir des piles de dossiers à leur retour de congés, mais personne n'apporte de solution !

Écoutés ? ... certainement pas entendu, en tous cas !

Face aux difficultés, on a l'impression que l'encadrement cherche à culpabiliser les agents.

Et c'est dans ce climat que vous venez retoucher à l'organigramme, en expliquant que c'est dû à l'évolution des effectifs.

Si nous pouvons comprendre les problèmes posés par le départ de 2 B au BGM et de la ré-affectation d'un A du BRH (entre parenthèse c'était bien la peine de nous annoncer à grand renfort de trompette l'affectation d'un A supplémentaire à la DDE 82, résultats des courses : nous perdons 3 A !!!) et la réorganisation qui s'en suit au SG, nous sommes interloqués par ce que vous appelez « Perspectives d'évolution des organisations et de gestion de la mobilité interne ».

Vous nous expliquez que l'organigramme actuel ne tenait pas compte des réductions d'effectifs 2006, alors que vous nous parliez d'une certaine « robustesse » de l'organisation en place, à moins bien sûr que, dans notre époque de « zapping » une "longévité de 6 mois" puisse tenir lieu de robustesse !

Ensuite, vous tenez compte de la réduction d'effectifs 2007. Et donc, vous modifiez l'organigramme... jusqu'à quand ? jusqu'à la réduction d'effectifs 2008... dans 6 mois ?

Alors vous identifiez des surnuméraires : « *salut les surnuméraires !!! vous vous sentez bien ? vous ne vous sentez pas trop des parias ?*

Aux surnuméraires, leurs alter ego : *les postes sensibles...* qui sont, comme par hasard, quasiment les postes non pourvus au 1<sup>er</sup> janvier 2007!

Ces trous existent depuis 6 mois. La baisse d'effectifs ne change rien à l'affaire, et il nous semble que ce n'est qu'un prétexte pour accentuer la pression sur les « surnuméraires ».

Au passage, nous notons que certains agents n'ont pas joué le jeu, ou plutôt ont joué un jeu très "perso". Ils se sont positionnés sur des postes en sachant qu'ils n'y resteraient pas, certains qu'ils ne les prendraient même pas au 1<sup>er</sup> janvier 2007, pénalisant ainsi l'ensemble des bureaux et les agents qui les composent.

Nous avons parlé de pression, cette pression, elle s'exerce depuis un certain temps par des bruits de couloir de plus en plus insistants. Des bruits de couloir, avec des noms à la clef, de fausses informations sur les désirs ou non de mobilité d'agent : par exemple à Castelsarrasin où l'on fait croire qu'un agent voudrait venir sur Montauban, ou bien à Caussade, où l'on dit qu'un B arrive en renfort dès le mois de juin, ou bien sur la fusion immédiate de 2 bureaux du SERAT). Des pressions à la limite du harcèlement moral, des rumeurs qui viennent parfois de l'encadrement, et pour lequel nous nous demandons si c'est de l'irresponsabilité ou si c'est fait de façon délibérée ! Dans les 2 cas, c'est anormal de la part de chefs de bureau, de service, ... de cadres responsables !

Vous identifiez comme poste sensible un poste de C comptable au SERAT/BAMIP parce qu'une réflexion sur la comptabilité des communes est en cours. Pourquoi n'avez-vous pas eu cette préoccupation avant la bourse aux postes ?

Quelle motivation peuvent trouver les agents dans cette gestion au coup par coup ?

Vous proposez aux agents (surnuméraires) des mutations qu'ils n'ont pas envisagées il y a 6 mois, alors qu'elles étaient possibles avec quelques contreparties à la clef (certes un peu maigre pour l'ISM, mais quand même !).

En quoi ces postes seraient-ils plus attractifs aujourd'hui ?

Vous avez dit, lors de votre visite dans les services, qu'il n'y aurait pas de mutation d'office. Certes ! mais nous vous demandons qu'il n'y ait pas non plus de « pression » de la hiérarchie.

Vous connaissez notre position sur le système de notation, mais force est de constater que celui-ci ne favorise guère ceux qui « bougent », ou qui mutent, ... quand leur chef de bureau ou de service baissent leur note à leur départ ! Penchez-vous sur vos tableaux, vous constaterez que de nombreuses suites de notes à + 3 sur les 3 ou 4 dernières années sont ceux qui font le même boulot depuis 20 à 25 ans, sur le même poste !

Qui peut avoir l'envie de s'investir dans un nouveau poste ?

Quand le ministre écrit à ses agents, il nous dit que ce ministère a été construit dans un souci d'efficacité alors qu'il est le 2<sup>ème</sup> ministre du MEDAD en 2 mois et que cela ressemble plus à une sanction qu'à une promotion !

Il dit vouloir s'appuyer sur notre motivation.

Que fait-il pour nous motiver ?

Se bat-il contre les baisses d'effectifs ?

A notre connaissance, et contrairement à son éphémère prédécesseur, ... non !

Il paraît que nous serons le ministère de l'imagination et de la réalisation !

Imagination ? la seule cogitation dont a fait preuve nos gouvernants, débouche sur la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires en 2007 et 35 000 en 2008 !

Quel projet porteur d'espérance quand la seule perspective est la baisse des effectifs, l'abandon de missions faute de moyens ?

Nous attendons des réponses à ces interrogations.

Bon... une fois que nous avons dit tout ça, qu'est-ce que nous faisons ?

Faisons peut être preuve d'imagination !

D'abord, ne faut-il pas attendre l'automne pour publier les postes sensibles ? La pérennité de l'UTA de Caussade, qui passe par le remplacement de G. Bessou, avec une information rapide de "qui sera l'heureux élu", est un élément important pour les futures candidatures sur ces postes. Peut être est-ce la première démarche à accomplir ?

Ensuite, s'il n'y a pas de candidats, et aux vues du postulat que vous avez énoncé de non mutation forcée, il conviendra d'envisager d'autres solutions.

Pour mémoire sur CAUSSADE, il y avait 3 chargés d'aménagement potentiels : J. LAFON, parti dans le Lot, son remplaçant (venant d'un autre département) aurait pu être positionné sur ce poste au lieu de l'IT. N'est-il pas la première personne qu'il faudrait essayer de convaincre ?

L'IT étant moins "sensible" (si la maîtrise d'œuvre diminue pour le siège, elle diminue aussi pour les UTA) elle n'y perdrait pas forcément si 1 Chef d'Equipe originaire de Caussade, et ayant largement œuvré dans l'ATESAT avant réorganisation, se voyait réaffecté sur l'UTA au lieu du siège de la DDE.

De plus, vous disposez d'1 B technique (ex C technique), pour lequel vous ne précisez aucune affectation.

Affichez quelles sont les contreparties que vous pourrez donner aux futurs mutés, sans nous rétorquer que cela se fera suivant le profil des candidats. Dites ce que vous avez à mettre dans la balance aujourd'hui.

Ceci n'est pas la panacée, nous en convenons, mais au moins tentez-le !

En tout état de cause, nous voterons CONTRE le nouvel organigramme qui ne représente que du coup par coup, de la gestion à très court terme.

Vous nous direz que vous êtes bien obligé de faire avec les moyens que la DRE vous donne. Peut-être, mais nous vous engageons à protester contre ces dépouillements... sinon, bientôt, vous ne serez plus que le subdivisionnaire d'une UTA de campagne !